

Le point de vue de...

Non-assistance à peuple en danger

Par Marwan Hamadé

2011 - 08

Yaurait-il un délit de non-assistance à peuple en danger que nous l'aurions déjà commis. Tous. Le monde d'abord, les Arabes ensuite, les Libanais enfin et surtout. Car du tableau saisissant de la révolution syrienne, nous n'avons saisi ni l'essentiel ni les nuances.

Il y a bien sûr ceux qui, quoi qu'il arrive, ne se reconnaissent que dans les effluves des régimes autocratiques, avec leurs relents de geôles, leurs arômes de délation, leurs fragrances de courbettes. On retrouve dans ce camp désespérément nostalgique des dictatures, un amalgame de fanatiques des chemises brunes, noires ou orange. À ceux-là, point de reproches à adresser puisque pour eux, les prisons en dur et les prisons mentales sont indissociables. Ils écumant de rage, raffolent de populisme et sont béats d'admiration qui devant un barbu déchaîné qui devant un général névrosé.

Mais là où le bât blesse, c'est dans l'autre camp, en réalité le nôtre, ou – prétendument – le nôtre. Car le silence, la prudence ou la couardise, que nous observons dans les rangs du 14 Mars ne peut s'expliquer que par un manque total de discernement. À force de confondre ras-le-bol populaire et soif authentique de libertés avec l'effervescence de quelques intégristes égarés, nous faisons le jeu de ces derniers, trop heureux de se voir attribuer les flambeaux de la révolution arabe par ceux-là mêmes – nous en particulier – qui furent les premiers à secouer le joug de l'arbitraire.

Tous les prétextes sont bons, repris toujours sans discernement par quelques bourgeois frileux, quelques intellectuels de la fausse droite comme de la fausse gauche, et ici ou là quelques prélats et ulémas en retard de deux siècles d'indépendance et de « Nahda » et pour qui l'immobilisme dégradant des régimes arabes vaut mieux que l'inconnu prometteur de la révolution en marche. Comment peut-on en effet se poser en parangon de vertu financière et démocratique et rester béats devant les sommets de la corruption et de la répression qu'incarnent un Rami Makhoul et un Maher el-Assad ? Comment peut-on concilier l'attachement à la diversité démocratique en prônant l'écrasement des majorités par des alliances de minorités frileuses ? Comment préserver l'unité du Liban et son caractère pluraliste en priant pour une victoire – désormais impossible – d'un régime sectaire aux dépens de cités détruites et de campagnes dévastées ?

Comment enfin tolérer nos artistes de music-hall qui n'ont trouvé rien de mieux que de se produire, place des Omeyyades, en signe d'appui au Baas devant une foule importée, dont émergeaient plus d'oriflammes jaunes du « Hezb » que de drapeaux syriens ? Que dire aussi de ceux qui défilent dans les chancelleries pour mettre en garde contre une chute de la dictature à Damas, prétendument « catastrophique » pour le Liban, sans une pensée aux bombardements qui n'ont épargné personne, nulle part et tout le temps, ni aux exactions qui ont mutilé tout le pays, et enfin aux assassinats qui ont ciblé, à tour de rôle, les leaders de tous les partis et de toutes les communautés.

Le plus regrettable dans les non-témoignages libanais envers le peuple syrien, c'est d'avoir laissé avec notre silence, à une poignée de salafistes le privilège de se poser, à l'occasion, en champions des libertés, dénaturant ainsi les réels moteurs de l'insurrection voisine.

Le bon point de l'indulgence que j'accorde au 8 Mars qui croit avoir gagné à Beyrouth un pouvoir qu'il a déjà perdu à Damas, je ne le décerne point à ceux qui, hier encore massés place des Martyrs, clouaient au pilori le même Bachar que la rue syrienne déboulonne aujourd'hui,

Mes pensées vont, au fil des actes d'accusation, parus ou à paraître, à tous ceux qui, en tombant pour le Liban, ont probablement depuis des décennies rallumé lentement la flamme de l'espoir syrien. Nos deux peuples qui

avaient retrouvé leur indépendance dans les années 40, avec des systèmes parlementaires certes hérités du mandat, mais parlementaires quand même, ont depuis perdu cette indépendance dans le tourbillon des illusions et l'abîme des hégémonies. Le peuple syrien, bien avant ses dirigeants, aura ainsi compris qu'on ne libère pas la Syrie en assujettissant le Liban et en bradant la Palestine.

À nos dirigeants et à nous-mêmes de le comprendre à notre tour. Pire qu'une non-assistance à un peuple frère en danger, nos complicités présidentielles, gouvernementales, religieuses et partisans, avec la dictature syrienne, sont pour le moins un suicide du Liban, et pour le pire, un crime contre le Liban.

Droit d'ingérence, devoir d'ingérence, je ne cherche pas, ici, à compliquer plus qu'elles ne le sont les relations libano-syriennes. Mais, pour une fois, c'est un pari sur l'avenir qu'il faut prendre. Samir Kassir l'avait osé. C'est vrai qu'il en est mort...